Lundi 11 Mars 2024

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

L'intelligence artificielle dans le secteur financier : Un outil décisionnel et prédictif

Dans une démarche ambitieuse visant à moderniser le secteur financier, le département de Laâziz Faïd s'engage résolument vers l'avenir en mettant l'accent sur le renforcement du paiement électronique. Cette initiative s'inscrit dans une vision stratégique visant à offrir une expérience financière plus fluide aux citoyens.

Des experts du secteur financier soutiennent cette démarche, soulignant les avantages significatifs que l'intelligence artificielle (IA) peut apporter à la modernisation des services financiers au vu des enjeux liés à la transformation numérique. L'introduction de l'IA dans le secteur financier peut ainsi représenter une avancée majeure pour plusieurs raisons. Elle permettra d'automatiser de nombreuses tâches administratives, réduisant ainsi les délais de traitement et améliorant l'efficacité opérationnelle des institutions financières.

De plus, l'IA peut jouer un rôle crucial dans l'analyse des données financières, offrant ainsi une meilleure compréhension des tendances économiques et des comportements des consommateurs. Ce qui permettra de mettre en place des politiques plus adaptées aux besoins changeants de l'économie.

L'intégration de l'IA dans les systèmes de paiement électronique pourrait, dans ce sens, accroître la sécurité des transactions, détecter plus efficacement les fraudes et offrir des services plus personnalisés aux utilisateurs. Ces avancées contribueraient non seulement à la modernisation du secteur financier, mais renforceraient également la confiance des citoyens dans l'utilisation des technologies financières.

Le professeur Nazim Sini, enseignant agrégé en économie et fondateur de la plateforme de crowdfunding, exprime son soutien à cette initiative d'introduire l'IA dans le secteur financier. Il affirme que cette démarche «peut non seulement optimiser les processus existants, mais également ouvrir la voie à de nouvelles innovations et opportunités».

Selon le Pr Sini, l'«IA est une technologie puissante dotée d'une capacité de calcul algorithmique phénoménale, susceptible de transformer de manière significative l'ensemble des secteurs économiques, en particulier le secteur financier». Il souligne l'importance de comprendre que l'«IA est un outil décisionnel et prédictif qui peut analyser des milliards de données, offrant ainsi une aide précieuse pour la prise de décision dans des domaines tels que la banque, les marchés boursiers, les assurances…».

Les trois étapes-clés de l'intégration de l'IA

Il fait, cependant, remarquer que «malgré le potentiel énorme de l'IA, son utilisation n'est pas encore démocratisée en Algérie et ailleurs». Il insiste, dès lors, sur «la nécessité d'une appropriation de cette technologie», soulignant que «la formation des générations futures est cruciale pour maîtriser l'IA dans la vie quotidienne et les domaines professionnels».

Le professeur préconise trois étapes-clés pour maximiser les avantages de l'IA dans le secteur financier national. Tout d'abord, dit-il, «la vulgarisation de cette technologie, suivie de l'illustration pratique de son utilisation dans divers secteurs». Enfin, il souligne «l'importance cruciale d'établir un cadre réglementaire solide pour encadrer l'utilisation de l'IA». Il attire, dans ce sens, l'attention sur «le vide juridique actuel qui existe dans de nombreux pays», rappelant, dans ce sillage, «les efforts de l'Europe pour réglementer l'IA en raison de son potentiel immense et de ses dangers potentiels si elle n'est pas encadrée».

Sini insiste sur «la nécessité de légiférer pour définir les responsabilités dans l'utilisation de l'IA, afin d'éviter tout détournement de cette technologie». Il estime, par ailleurs, que «l'adoption de l'IA dans le secteur financier est cruciale pour booster la croissance économique de l'Algérie, d'où l'importance d'un effort collectif pour sensibiliser les acteurs de ce secteur et les inciter à s'approprier cette technologie révolutionnaire», soulignant que «c'est un élément-clé de la compétitivité économique mondiale».

Le directeur général de la société d'assurance «Macir Vie», lors d'une journée d'étude intitulée «L'intelligence artificielle, moteur de la modernisation du secteur financier algérien» organisée par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du Maghreb arabe, a affirmé que «l'IA permet d'avancer plus rapidement et d'obtenir des informations prédictives». Il a souligné que «cette technologie ajoutera 16 billions de dollars à l'économie mondiale d'ici à 2030».

Le directeur général du laboratoire de développement, d'innovation et de numérisation du secteur financier «Algérie FinLab» a estimé, pour sa part, que «l'IA permettra, parallèlement à la création de cette somme, de réduire les risques professionnels de 30%, ainsi que le coût des risques de 30% également». Selon Abdelkader Khennousi, «cela générera des revenus supplémentaires pour les institutions financières».

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

Banque d'Algérie : Appel à investir davantage dans les solutions innovantes

Le gouverneur de la (BA), Salah Eddine Taleb, a appelé les banques et les établissements financiers à investir davantage dans le développement de solutions innovantes, afin d'améliorer la qualité de leurs services, selon un communiqué de la BA.

S'adressant aux responsables des banques et établissements financiers (BEF), suite à un échange d'expériences et d'idées avec eux, à l'occasion de la réunion trimestrielle qui les a réunis, M. Taleb a appelé les BEF à davantage d'investissement dans le développement de solutions innovantes, « à même d'augmenter la qualité des services bancaires, faciliter l'expérience client et drainer davantage de ressources ».

La réunion trimestrielle BA/BEF, tenue mercredi dernier, avait pour thème « le développement des produits et services bancaires pour une meilleure inclusion financière ».

La BA a souligné dans son communiqué qu'elle œuvre « à l'encouragement de l'innovation et de la transition numérique de l'économie ainsi qu'à la mise en œuvre de la loi monétaire et bancaire, qui a institué l'ancrage légal nécessaire pour soutenir l'essor de la vision d'innovation et de développement de solutions adaptées aux besoins des consommateurs des services financiers, chacun selon ses spécificités ».

A cet effet, « la Banque d'Algérie a entamé la démarche d'édification progressive du cadre normatif opérationnel en tenant compte des aspects fondamentaux de sécurité et de gestion des risques en la matière », explique-t-elle en soulignant qu'elle accompagne les banques de la place pour la mise sur le marché d'offres de produits et services innovants, en accordant les autorisations nécessaires conformément au règlement n 2020-01 du 15 mars 2020 fixant les règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque.

La BA a noté, ainsi, dans son communiqué que les banques disposaient d'une gamme de produits et services variés adossés à de nouvelles technologies qui favorisent « grandement » l'inclusion bancaire, relevant qu'une tendance « très favorable » a été enregistrée au titre des volumes des transactions de paiement par carte traitées par le système ATCI, qui enregistrent une évolution de 56,5% entre 2022 et 2023.

Le volume des paiements sur TPE a évolué de 54,6% et les volumes des transactions par internet de 100,2% sur la même période, ajoute la même source. Elle souligne, cependant, qu'en termes de niveau, « l'évolution reste insuffisante au regard du potentiel du marché algérien et de la nécessité de capter les transactions dans la sphère formelle, dont la majeure partie s'effectue en monnaie fiduciaire ».

ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Président de la République: présenter les rapports périodiques de suivi de l'état d'avancement de l'opération de numérisation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, de poursuivre la présentation de rapports périodiques de suivi de l'état d'avancement de l'opération de numérisation, qui a enregistré une progression notable, indique un communiqué du Conseil des ministres.

"Concernant le rapport d'étape relatif à l'état d'avancement de l'opération de numérisation, le président de la République a ordonné au Haut Commissariat à la numérisation de poursuivre la présentation de rapports périodiques de suivi de l'état d'avancement de l'opération de numérisation, qui a enregistré une progression notable", a précisé le communiqué.

ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Solutions innovantes: le gouverneur de la BA appelle les banques à investir davantage

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb, a appelé les banques et les établissements financiers à investir davantage dans le développement de solutions innovantes, afin d'améliorer la qualité de leurs services, selon un communiqué de la BA.

S'adressant aux responsables des banques et établissements financiers (BEF), suite à un échange d'expériences et d'idées avec eux, à l'occasion de la réunion trimestrielle qui les a réunis, M. Taleb a appelé les BEF à davantage d'investissement dans le développement de solutions innovantes, "à même d'augmenter la qualité des services bancaires, faciliter l'expérience client et drainer davantage de ressources".

La réunion trimestrielle BA/BEF, tenue mercredi dernier, avait pour thème "le développement des produits et services bancaires pour une meilleure inclusion financière".

La BA a souligné dans son communiqué qu'elle œuvre "à l'encouragement de l'innovation et de la transition numérique de l'économie ainsi qu'à la mise en œuvre de la loi monétaire et bancaire, qui a institué l'ancrage légal nécessaire pour soutenir l'essor de la vision d'innovation et de développement de solutions adaptées aux besoins des consommateurs des services financiers, chacun selon ses spécificités".

A cet effet, "la Banque d'Algérie a entamé la démarche d'édification progressive du cadre normatif opérationnel en tenant compte des aspects fondamentaux de sécurité et de gestion

des risques en la matière", explique-t-elle en soulignant qu'elle accompagne les banques de la place pour la mise sur le marché d'offres de produits et services innovants, en accordant les autorisations nécessaires conformément au règlement n 2020-01 du 15 mars 2020 fixant les règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque.

La BA a noté, ainsi, dans son communiqué que les banques disposaient d'une gamme de produits et services variés adossés à de nouvelles technologies qui favorisent "grandement" l'inclusion bancaire, relevant qu'une tendance "très favorable" a été enregistrée au titre des volumes des transactions de paiement par carte traitées par le système ATCI, qui enregistrent une évolution de 56,5% entre 2022 et 2023.

Le volume des paiements sur TPE a évolué de 54,6% et les volumes des transactions par internet de 100,2% sur la même période, ajoute la même source.

Elle souligne, cependant, qu'en termes de niveau, "l'évolution reste insuffisante au regard du potentiel du marché algérien et de la nécessité de capter les transactions dans la sphère formelle, dont la majeure partie s'effectue en monnaie fiduciaire".

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

Elles ont Évoluées de 100,2% selon la Banque d'Algérie : Les transactions par internet «explosent»

«La Banque d'Algérie œuvre à l'encouragement de l'innovation et de la transition numérique de l'économie, ainsi qu'à la mise en œuvre de la loi monétaire et bancaire», affirme un communiqué de l'institution.

Cette loi, précise la même source, «a institué l'ancrage légal nécessaire pour soutenir l'essor de la vision d'innovation et de développement de solutions adaptées aux besoins des consommateurs de services financiers, chacun selon ses spécificités». En effet, cette loi très attendue permettra d'aller vers la modernisation du système bancaire pour s'adapter aux développements actuels et futurs, notamment dans son volet technologique, en vue d'assurer un climat favorable aux opérateurs économiques et mettre à leur disposition des outils bancaires modernes.

Elle constitue un nouveau jalon qui s'ajoute à une série de réformes initiées par l'Algérie, d'autant plus que la nouvelle loi comprend des mesures efficaces en matière de facilitation et de rapidité des opérations financières.

Des efforts sont déjà engagés. La banque centrale «a entamé une démarche d'édification progressive du cadre normatif opérationnel, en tenant compte des aspects fondamentaux de sécurité et de gestion des risques en la matière». La BA assure un accompagnement en faveur des banques de la place «pour la mise sur le marché d'offres de produits et services innovants, en accordant les autorisations nécessaires, conformément au règlement n°2020-01 du 15 mars 2020 fixant les règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque».

La banque centrale relève une tendance «très favorable », enregistrée au titre des volumes des transactions de paiement par carte, traitées par le système ATCI, qui enregistrent «une évolution de 56,5% entre 2022 et 2023».

Le volume des paiements sur TPE a évolué de 54,6% et les volumes des transactions par internet de 100,2% sur la même période. Toutefois, l'évolution, en termes de niveau, explique le communiqué, «reste insuffisante au regard du potentiel du marché algérien et de la nécessité de capter les transactions dans la sphère formelle, dont la majeure partie s'effectue en monnaie fiduciaire».

Dans cette optique, le gouverneur, M. Taleb, a appelé les banques et établissements financiers «à davantage d'investissement dans le développement de solutions innovantes à même d'augmenter la qualité des services bancaires, faciliter l'expérience client et drainer davantage de ressources». Il est à noter, souligne la BA, que «les banques disposent d'une gamme de produits et services variés adossés à de nouvelles technologies qui favorisent grandement l'inclusion bancaire ».

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

Modernisation du secteur financier : l'intelligence artificielle joue un rôle positif

Des experts nationaux et internationaux ont affirmé, samedi à Alger, que l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) jouera un rôle positif dans la modernisation du secteur financier en Algérie à travers l'amélioration de la gestion des risques, mais aussi des services aux clients des banques et des compagnies d'assurances.

Le directeur général de Macir Vie, Hakim Soufi, a indiqué, lors d'une journée d'étude sous le thème : «L'Intelligence artificielle: un Catalyseur de modernisation du secteur financier algérien», organisée par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (IFIDAS), que «l'IA permet d'aller beaucoup plus vite et de générer du prédictif», ce qui permettra de réduire les risques, soulignant que cette technologie ajoutera 16 000 milliards de dollars à l'économie mondiale d'ici 2030. Abondant dans ce sens, le directeur général d'Algeria FinLab, Abdelkader Khennoussi, a avancé que l'IA permettra, en parallèle de la génération de ce montant, «une réduction de 30% des risques opérationnels et 30% du coût du risque, ce qui rapportera des revenus supplémentaires aux institutions financières».

Pour sa part, l'expert international et chef de projets en implémentation de systèmes d'information en banques et assurances, Abderazak Haddad, a affirmé que l'IA a apporté «énormément de progrès pour améliorer les résultats en gestion des projets», ajoutant que «l'Algérie possède les compétences et pourra bénéficier des expériences des autres pays et gagner des étapes pour accéder aux avantages de l'IA dans le domaine financier».

De son côté, l'experte en transformation digitale, Latifa Barbara, a expliqué que l'IA permet «d'améliorer la décision» à travers l'analyse des données, que l'humain n'est pas en mesure

de traiter aussi rapidement au vu de leurs quantités importantes. Intervenant au cours de cette journée, l'expert juridique international, Moundji Maoui, a rassuré que l'IA n'était pas en mesure d'accéder à des données auxquelles elle n'a pas été autorisée, estimant que «ce n'est qu'un instrument qui peut être contrôlé».

Le président d'honneur de l'IFIDAS et président de l'Union algérienne des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia, a énuméré, pour sa part, les bénéfices qu'apportera l'IA au domaine des assurances citant, notamment, une meilleure connaissance de la clientèle, une meilleure présentation des produits, prestations et services pouvant être offert à un plus grand nombre de clients, tout en permettant de mieux anticiper et évaluer les risques.

Concernant, l'apport de l'IA dans la modernisation du secteur bancaire, Mustapha Zerouali, expert formateur en banque, a assuré que l'IA allait apporter énormément de choses pour la résolution de toutes les problématiques dont souffre le secteur bancaire en Algérie. Cet événement qui a réuni, également, les acteurs de l'écosystème financier algérien «a permis de relever les opportunités offertes par l'IA dans les domaines de la gestion des risques, l'analyse prédictive, la sécurité financière et la personnalisation des services», a résumé le président de l'IFIDAS, Ahmed Haftari, qui a souligné que son association espère, à travers l'organisation de telles rencontres, être «une force de proposition qui collabore à façonner l'avenir financier du pays».

L'EXPRESSION dz.com Le Quotidien

Échanges et partenariats commerciaux avec les pays voisins

L'Algérie: «Un hub économique régional»

Sonatrach envisage d'investir près de 500 millions de dollars en Libye, au Mali et au Niger entre 2024 et 2028.

La consolidation des relations économiques et la libéralisation des échanges commerciaux avec les pays voisins sont des priorités pour l'Algérie. Elle en a les moyens pour y jouer un rôle de premier plan et le démontre sur le terrain à travers de nombreuses et différentes initiatives dont elle a pris les rênes.

C'est le cas du projet de gazoduc transsaharien «Tsgp» (Trans-Saharian Gas-Pipeline) qui s'étend sur 4 000 km d'Abuja (Nigeria) aux côtes algériennes qu'elle a en partage avec le Niger. Un domaine où l'Algérie excelle en se positionnant sur l'échiquier mondial avec un impact direct sur les pays avec lesquels elle a des frontières en partage.

À ce propos la Compagnie nationale des hydrocarbures qui cherche à renforcer ses capacités de production en investissant à l'étranger dans le cadre de contrats de partenariat dans le domaine de la recherche et de la production d'hydrocarbures dans les pays voisins, tels que la Libye, le Mali et le Niger, compte bien investir 442 millions de dollars entre 2024 et 2028. C'est ce qu'avait confié en février dernier le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed

Arkab dans un entretien à la revue El Djeïch. Sonatrach avait annoncé le 30 octobre 2023 qu'elle tiendrait le 7 novembre de la même année à Tripoli une réunion avec la compagnie libyenne NOC, en vue de formaliser la reprise de son activité en Libye. Au Mali et malgré l'instabilité politique, l'Algérie compte bien poursuivre l'exploration de champs pétroliers se fixant pour ambition d'augmenter substantiellement sa production pétrolière «avec 30% de son débit total de champs en dehors de son territoire national» à l'horizon 2025.

Avec la Tunisie voisine en plus de l'exploration et la production d'hydrocarbures, des nouveaux domaines de coopération ont été identifiés entre les deux pays. Ils concernent notamment le développement des régions frontalières, la promotion du tourisme saharien et l'exploitation des ressources en eaux souterraines communes. Il faut savoir en effet que l'offensive économique lancée par l'Algérie concerne aussi la commercialisation de produits nationaux désormais aussi avantageux que ceux proposés par la Turquie et la Chine.

Des chantiers ont été ouverts pour qu'ils puissent parvenir sur les marchés des pays voisins d'où elle peut également s'approvisionner à des conditions avantageuses. C'est le cas de la zone franche de Tindouf dont la première pierre a été posée le 22 février dernier par le président de la République Abdelmadjid Tebboune et le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Elle constituera un des leviers de cette coopération qui s'annonce prometteuse.

Les entreprises qui s'y installeront pourront bénéficier de réductions douanières, d'avantages fiscaux ou encore de simplifications administratives. Il faut ajouter à cela la réalisation de la route reliant Tindouf (Algérie) à Zouerate (Mauritanie).

Cette route, qui ouvrira des axes routiers internationaux importants, devra permettre aux opérateurs algériens une ouverture économique sur les marchés africains. Projet d'une extrême importance il doit contribuer à promouvoir et augmenter le volume des échanges commerciaux entre la Mauritanie et l'Algérie et de contribuer ainsi au développement socio-économique de l'ensemble des zones traversées par cette infrastructure routière stratégique de 840 km.

Le 13 février dernier le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait annoncé, que l'année 2024 sera marquée par la réalisation de zones franches entre l'Algérie et cinq pays africains, en l'occurrence la Mauritanie, la Tunisie, la Libye, le Mali et le Niger. Autant de portes qui s'ouvriront sur l'Afrique et d'autres pays à travers le monde qui élèvent l'Algérie au rang de hub économique régional. Un statut qui lui attribue de facto un rôle leader sur le continent.

Taux de change : Statu quo au Square

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales du Dinar, valables du 7 au 11 mars 2024, l'Euro affiche un taux d'achat de 146.29 dinars algériens et un taux de vente de 146.36 dinars algériens

. De son côté, le dollar américain s'échange contre 134.32 DA pour l'achat et à 134.34 DA pour la vente.

La Livre sterling, elle, voit son cours s'établir, pour le même taux respectif, à 171.05 et à 171.11DA.

Au Square port-Said, la monnaie européenne maintient ses niveaux élevés et vaut 238.00 dinars algériens pour l'achat et à 240.00 dinars algériens pour la vente. Le billet vert s'échange respectivement contre 220.00 et 222.00 dinars algériens.

Toujours plus haut, la monnaie britannique affiche un taux de 273.00 dinars pour l'achat et 275.00 dinars algériens pour la vente.

Pétrole : le baril en quête de niveaux meilleurs

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a lâché 1,37%, pour se situer à 82,08 dollars. Pour Andy Lipow, de Lipow Oil Associates, « le marché est préoccupé par les flux supplémentaires en provenance d'Amérique, alors que la demande ralentit ». L'autre fait qui a marqué le marché pétrolier consiste en la chute de 24.7% des bénéfices du groupe pétrolier saoudien Aramco en 2023.

Une contre-performance qui trouve son explication dans la baisse des prix du brut et de coupes de production. Aramco a indiqué dans un communiqué que ses bénéfices avaient atteint 454,7 milliards de riyals saoudiens (environ 121,25 milliards de dollars) en 2023, contre un record de 604,01 milliards de riyals (161,07 milliards de dollars) l'année précédente. «La diminution reflète principalement l'impact de la baisse des prix du pétrole brut et de l'affaiblissement des marges de raffinage et de produits chimiques », a indiqué dans un communiqué Aramco, détenu à 90% par l'Etat saoudien.

Aramco, comme d'autres mastodontes du secteur, avait dégagé des bénéfices record l'année dernière avec l'envolée des prix de l'or noir qui avaient atteint 130 dollars le baril en raison de

l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, mais aussi de la reprise économique post-Covid.

La banque bouclera son offre d'actions jeudi prochain : Dernière ligne droite pour le CPA

Dernière ligne droite pour l'opération de cession en public des actions du crédit populaire d'Algérie (CPA). Après une prolongation de quinze jours, suite à l'arrivée à terme le 28 février dernier de la période de souscription initiale, la troisième plus importante banque de la place devra boucler son offre dès jeudi avant d'effectuer ensuite son entrée officielle en bourse. Tel que le prévoit le nouveau calendrier de l'opération, rendu public tout récemment par la société de gestion de la bourse des valeurs d'Alger (SGBV), l'introduction et le début des négociations de l'action CPA sur le marché boursier devra intervenir à partir du 26 mars courant.

Auparavant, précise la même source, il sera procédé à la centralisation, la consolidation, la validation et le traitement de l'ensemble des demandes d'achat enregistrées, et ce, avant l'annonce le 21 du mois en cours des résultats définitifs de l'opération à travers le bulletin officiel de la cote. Suivront, avant le début effectif des négociations en bourse, les procédures de règlement et livraison des titres souscrits, c'est-à-dire de paiement et d'inscription de ces titres aux comptes des nouveaux actionnaires.

Dès lors, ces derniers auront officiellement la possibilité de revendre leurs actions avec la perspective d'empocher au passage une plus-value si la valeur du titre augmente sur le marché, de même qu'ils pourront les garder pour pouvoir toucher une part des dividendes que la banque prévoit de distribuer dès les tout prochains mois, soit après la tenue de sa prochaine assemblée générale au titre de l'exercice 2023.

Portant sur un total de 60 millions d'actions correspondant à une fraction de 30% du capital social de la banque, cette offre publique de vente (OPV), lancée fin janvier dernier, a suscité un fort intérêt auprès des épargnants, dont notamment les simples citoyens, selon les premières évaluations officielles de l'opération.

« La première étape a largement atteint ses objectifs, marquant ainsi une avancée significative dans le processus », avait en effet indiqué le ministère des finances dans un récent communiqué, tout en évoquant un « fort engouement du segment des investisseurs particuliers » pour la souscription des actions CPA. Une première étape qui aura permis ainsi de lever un montant global dépassant largement l'objectif des 50 milliards de dinars, ciblé initialement pour cette première phase de l'opération, selon les estimations avancées récemment par le directeur général de cette banque publique, Ali Kadri.

A noter qu'au total, l'offre de vente d'actions du CPA, au titre de l'ouverture de son capital social à la participation privée, porte sur un montant global de près de 138 milliards de dinars, soit un montant de fonds à lever auprès d'un large public d'épargnants, jamais réalisé auparavant sur le marché boursier local depuis sa mise en place il y a près de 25 ans.

Aussi, telles que fixées initialement à travers la notice d'information et d'évaluation du CPA, les modalités de réalisation de cette opération de cession prévoient que, dans une première étape, la banque devra placer 22 millions d'actions sur le total des 60 millions d'actions prévues dans la limite des 30% de son capital social à céder en public.

Si à l'issue de cette première phase – c'est-à-dire à la fin de la période de souscription actuelle -, ce nombre total n'est pas atteint, la banque, précise le même document, « devra procéder, au cours de l'année 2024, à des opérations de transactions de blocs initiées par l'actionnaire majoritaire, ou éventuellement au lancement d'une offre publique de vente additionnelle ouverte à tous les souscripteurs des différents segments d'investisseurs ayant participé à la première phase ».

Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

IL A FAIT L'OBJET D'UNE RÉUNION INTERMINISTÉRIELLE : Le dossier de l'e-paiement examiné

Lors d'une réunion consultative présidée par les ministres des Finances, Laâziz Faïd, de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, le dossier du développement des moyens de paiement électronique a été examiné.

La réunion a permis d'établir les conditions et les mesures nécessaires pour assurer le succès du paiement par téléphone en intégrant toutes les banques et la Poste dans ce système. Les participants ont discuté de plusieurs propositions, notamment en ce qui concerne les aspects réglementaires du développement des moyens de paiement électronique et la formalisation des plates-formes des prestataires de services de paiement (PSP). Cette rencontre a permis de définir les conditions et les moyens pour garantir le succès du paiement par téléphone (Switch mobile) en intégrant toutes les banques et la Poste algérienne dans ce système, ainsi que pour développer le paiement instantané par téléphone.

Cette réunion, faisant partie d'une série de rencontres consultatives organisées par le ministère des Finances pour trouver des solutions aux problèmes communs, a vu la participation du président de l'Association professionnelle des banques et des institutions financières et de son délégué général, ainsi que des directeurs généraux du ministère des Finances et des responsables de la société de paiement automatique et des transactions automatisées entre les banques et le Groupement des distributeurs automatiques. Les directeurs généraux d'Algérie Poste et d'Algérie Télécom ont également pris part à cette réunion, selon le communiqué. Dans son allocution, le ministre des Finances a souligné l'importance du développement des

moyens de paiement électronique, une priorité du gouvernement, insistant sur le rôle du paiement électronique dans la modernisation du système bancaire, indique le communiqué, ajoutant que la réunion a offert « l'occasion à toutes les parties prenantes de présenter leurs points de vue, attentes et propositions ».

Les interventions du ministre de la Poste et des Télécommunication ainsi que du gouverneur de la Banque d'Algérie ont eu lieu lors des discussions, tandis que les responsables de la société de paiement automatique et des transactions automatisées entre les banques et le Groupement des distributeurs automatiques ont présenté des offres complètes comprenant des propositions visant à améliorer l'écosystème des moyens de paiement électronique.

La séance s'est terminée par un débat ouvert pour tous les participants, aidant à définir des moyens d'améliorer la réalisation des objectifs communs dans le domaine du paiement électronique. Il a souligné que cette initiative met en lumière l'engagement collectif envers la réalisation de la transformation numérique dans le secteur financier en Algérie, conformément à la stratégie gouvernementale et aux directives du président de la République.

Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A ORDONNÉ, HIER EN CONSEIL DES MINISTRES, L'OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE : 50 000 DA pour chaque agriculteur sinistré

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'évaluation des dégâts provoqués par les récentes inondations ayant touché certaines wilayas et à des exposés relatifs à l'état d'avancement des projets miniers structurants dans leur volet industriel, la disponibilité des médicaments au niveau des établissements publics de santé et le suivi du dossier de la numérisation.

Au commencement, le dossier relatif aux dernières intempéries qui ont touché plusieurs wilayas du pays et dont il s'est avéré que les agriculteurs étaient les plus touchés parmi les catégories professionnelles actives, a été examiné dans ses infimes détails. Suite à quoi, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné le versement d'une aide financière de 50 000 dinars à tous les agriculteurs sinistrés par les inondations. Selon un communiqué de la Présidence sanctionnant les travaux de cette réunion, l'enveloppe financière devra être versée dans un délai n'excédant pas une semaine.

En outre, et au-delà de cette aide de conjoncture, il a ordonné à ce que tous les sinistrés recensés soient indemnisés à travers la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA). Par cette décision qui soulagera un tant soit peu ceux qui font nourrir des millions de bouches algériennes par toutes sortes de produits agricoles, le président de la République vient d'honorer son engagement envers les agriculteurs sur lesquels, par ailleurs, le Gouvernement mise beaucoup dans la réalisation des objectifs relatifs à la sécurité alimentaire.

Concernant l'exposé relatif à la disponibilité des médicaments au niveau des établissements publics de santé, le Président a souligné la nécessité de tirer des enseignements des expériences passées et d'agir en conséquence pour éviter les perturbations du marché des médicaments et les pénuries en produits pharmaceutiques, notamment ceux destinés aux patients atteints de cancer. Autres instructions relatives à ce dossier, moderniser la gestion de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) selon une approche basée sur la veille et faire preuve de plus de rigueur à l'égard des opérateurs/distributeurs /partenaires des établissements de santé pour les astreindre à appliquer à la lettre leurs obligations en matière d'approvisionnement du marché national du médicament.

A propos du point relatif à l'état d'avancement des projets miniers structurants dans leur volet industriel, le Président a ordonné de prendre toutes les mesures susceptibles de faire avancer davantage ces projets stratégiques et de respecter les délais de réalisation. Pour ce faire, il a demandé au Gouvernement de coordonner et d'intensifier les efforts en restant au plus près des projets miniers en question, dans le but de lever les obstacles et les difficultés auxquels ils sont confrontés.

Au titre du quatrième point à l'ordre du jour, notamment la numérisation, le chef de l'Etat a ordonné à la Haut-commissaire à la numérisation de continuer à soumettre des rapports périodiques sur l'avancement du processus de numérisation, qui a enregistré, selon lui, une avancée remarquable.

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGÉRIE PRESSE SERVICE

حلول مبتكرة : محافظ بنك الجزائر يدعو البنوك إلى زيادة الاستثمار

دعا محافظ بنك الجزائر صلاح الدين طالب البنوك والمؤسسات المالية إلى زيادة الاستثمار في تطوير الحلول المبتكرة بغية تطوير جودة خدماتها، حسبما أفاد به بيان لبنك الجزائر.

بمناسبة الاجتماع الربع السنوي الذي جمعهم دعا السيد طالب مسؤولي البنوك والمؤسسات المالية بعد أن تبادل التجارب والأفكار معهم، إلى زيادة الاستثمار في تطوير الحلول المبتكرة "التي من شأنها تحسين جودة الخدمات البنكية وتسهيل تجربة الزبون واستقطاب المزيد من الموارد".

وقد دار موضوع الاجتماع الربع السنوي بين بنك الجزائر والبنوك والمؤسسات المالية الذي عقد يوم الأربعاء الماضي حول "تطوير المنتوجات والخدمات البنكية من أجل شمولية مالية".

وأكد بنك الجزائر في بيانه " سعيه الدؤوب لتشجيع الابتكار والتحول الرقمي للاقتصاد وكذا تنفيذ القانون النقدي والبنكي الذي أرسى القواعد القانونية اللازمة لدعم رؤية الابتكار وتطوير الحلول التي تتماشى مع احتياجات المستفيدين من الخدمات المالية كل حسب خصائصه".

وتماشيا مع هذا الهدف، "شرع بنك الجزائر بصفة تدريجية في إعداد إطار عمل معياري عملي مع مراعاة الجوانب الأساسية المتعلقة بالأمن وإدارة المخاطر في هذا المجال " حسب البيان.

كما أكدت المؤسسة أنها ترافق البنوك العاملة في الساحة من أجل طرح عروض لمنتجات وخدمات مبتكرة في السوق من خلال منح التراخيص اللازمة طبقا للقرار رقم 2020-01 المؤرخ في 15 مارس 2020 المحدد للقواعد العامة المتعلقة بشروط البنك المطبقة على العمليات البنكية.

وقد أشار ذات المصدر أن البنوك تمتلك مجموعة من المنتوجات والخدمات المتنوعة المدعومة بتكنولوجيات حديثة تحفز "بشكل كبير" الشمول المالي، مضيفة أنه تم تسجيل منحى "جد إيجابي" في حجم معاملات الدفع بالبطاقة بنظام المقاصة المسافية ما بين البنوك ATCI حيث تم تسجيل ارتفاع بنسبة 56,5% بين 2022 و2023.

ويضيف البيان أن حجم عمليات الدفع عبر أجهزة الدفع الالكتروني (TPE) ارتفع بنسبة 54,6% أما حجم المعاملات عبر الانترنت فقد ارتفع بـ 100,2% خلال نفس الفترة.

مع ذلك أشار بنك الجزائر من أنه من حيث المستوى "لايزال التطور غير كاف بالنظر إلى إمكانات السوق الجزائرية وضرورة جذب المعاملات إلى الإطار الرسمي، حيث يتم إجراء الجزء الأكبر منها بعملة ورقية".

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGÉRIE PRESSE SERVICE

بنوك وتأمينات: الذكاء الاصطناعي سيلعب دورا إيجابيا في عصرنة القطاع المالي الجزائري

أكد خبراء محليون ودوليون يوم السبت بالجزائر العاصمة أن استخدام الذكاء الاصطناعي سيلعب دورا إيجابيا في عصرنة القطاع المالي في الجزائر من خلال تحسين إدارة المخاطر وكذا خدمات البنوك وشركات التأمين للزبائن.

وفي هذا الإطار، أكد المدير العام لشركة التأمين " Macir Vie"، خلال يوم دراسي تحت عنوان: "الذكاء الاصطناعي حافز لعصرنة القطاع المالي الجزائري "،الذي نظمته جمعية خريجي معهد تمويل التنمية للمغرب العربي (ايفيداس)، إن "الذكاء الاصطناعي يتيح المضي بشكل أسرع والحصول على معلومات تنبئية"، مشيرا إلى أن هذه التكنولوجيا ستضيف 16 تريليون دولار إلى الاقتصاد العالمي بحلول عام 2030.

وفي نفس السياق، اعتبر المدير العام لمخبر التطوير والابتكار والرقمنة لقطاع المالية "ألجيريا فينلاب"، عبد القادر خنوسي أن الذكاء الاصطناعي سيسمح بالموازاة مع خلق هذا المبلغ "بتقليل مخاطر العمل بنسبة 30 في المائة وتكلفة المخاطر بنسبة 30 في المائة أيضا مما سيحصل إيرادات إضافية للمؤسسات المالية".

ومن جهته، ذكر الخبير الدولي ورئيس مشاريع تنفيذ أنظمة المعلومات في البنوك وشركات التأمين، عبد الرزاق حداد، أن الذكاء الاصطناعي أحدث "تقدما هائلا لتحسين النتائج في إدارة المشاريع"، مضيفا أن "الجزائر تمتلك المهارات ويمكن أن تستفيد من تجارب الدول الأخرى وتحقق مكاسب في الوصول إلى فوائد الذكاء الاصطناعي في المجال المالي".

من جانبها، اوضحت الخبيرة في التحول الرقمي، السيدة لطيفة بربارة، ان الذكاء الاصطناعي يتيح "تحسين نوعية القرارات" من خلال تحليل البيانات، التي لا يستطيع الانسان معالجتها بالسرعة ذاتها نظرا لحجمها الكبير.

وفي مداخلته خلال هذا اليوم الدراسي، طمئن الخبير القانوني الدولي، السيد منجي معاوي، ان الذكاء الاصطناعي لا يمكنه الولوج الى البيانات التي لم يصرح له بولوجها، معتبرا اياه "مجرد أداة يمكن التحكم فيها".

ومن جهته، عدد الرئيس الشرفي لجمعية خريجي معهد تمويل التنمية للمغرب العربي (ايفيداس) ورئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، السيد يوسف بن ميسية، الامتيازات التي يقدمها الذكاء الاصطناعي في ميدان التأمينات، وذكر منها خاصة، معرفة أفضل للزبائن، تقديم أفضل للمنتوجات والخدمات التي يمكن تقديمها لشريحة زبائن اكبر، مع امكانية استشراف وتقييم المخاطر بشكل افضل.

وبخصوص ما يقدمه الذكاء الاصطناعي لتطوير القطاع البنكي، أكد المدرب الخبير في ميدان البنوك، ان الذكاء الاصطناعي سيقدم الكثير من الحلول لكل المشكلات التي يعاني منها قطاع البنوك في الجزائر.

من جهته، أشار رئيس جمعية خريجي معهد تمويل التنمية للمغرب العربي، أحمد حفتاري، ان هذا اللقاء الذي جمع الفاعلين في النظام المالي الجزائري "سمح بتحديد الفرص التي يقدمها الذكاء الاصطناعي في مجالات ادارة المخاطر، التحليل التنبئي، الامن المالي وتحسين الخدمات"، واضاف ان جمعيته تأمل من خلال تنظيم لقاءات مماثلة ان تكون "مصدرا للاقتراحات تساهم في صنع المستقبل المالي للبلاد".

النهار الجديد
ENNAHAR EL DJADID يومية إخبارية وطنية

خبراء.. الذكاء الإصطناعي سيلعب دورا إيجابيا في عصرنة القطاع المالي الجزائري

أكد خبراء محليون ودوليون، أن استخدام الذكاء الاصطناعي سيلعب دورا إيجابيا في عصرنة القطاع المالي في الجزائر من خلال تحسين إدارة المخاطر. وكذا خدمات البنوك وشركات التأمين للزبائن.

وأكد المدير العام لشركة التأمين "Macir Vie", خلال يوم دراسي تحت عنوان: "الذكاء الاصطناعي حافز لعصرنة القطاع المالي الجزائري. الذي نظمته جمعية خريجي معهد تمويل التنمية للمغرب العربي (ايفيداس).إن"الذكاء الاصطناعي يتيح المضي بشكل أسرع والحصول على معلومات تنبئية. مشيرا إلى أن هذه التكنولوجيا ستضيف 16 تريليون دولار إلى الاقتصاد العالمي بحلول عام 2030.

و اعتبر المدير العام لمخبر التطوير والابتكار والرقمنة لقطاع المالية "ألجيريا فينلاب" عبد القادر خنوسي. أن الذكاء الاصطناعي سيسمح بالموازاة مع خلق هذا المبلغ بتقليل مخاطر العمل بنسبة 30 في المائة. وتكلفة المخاطر بنسبة 30 في المائة أيض. مما سيحصل إيرادات إضافية للمؤسسات المالية."

ومن جهته، ذكر الخبير الدولي ورئيس مشاريع تنفيذ أنظمة المعلومات في البنوك وشركات التأمين, عبد الرزاق حداد. أن الذكاء الاصطناعي أحدث تقدما هائلا لتحسين النتائج في إدارة المشاريع. مضيفا أن الجزائر تمتلك المهارات ويمكن أن تستفيد من تجارب الدول الأخرى وتحقق مكاسب. في الوصول إلى فوائد الذكاء الاصطناعي في المجال المالي."

من جانبها، أوضحت الخبيرة في التحول الرقمي، لطيفة بربارة، أن الذكاء الاصطناعي يتيح تحسين نوعية القرارات من خلال تحليل البيانات. التي لا يستطيع الانسان معالجتها بالسرعة ذاتها نظرا لحجمها الكبير.

الشروق اليومي
إخبارية وطنية
رأينا صواب يحتمل الخطأ ورأيكم خطأ يحتمل الصواب

القرض الشعبي الجزائري يُعلن عن "مرابحة الآمر بالشراء"

القسط الأوّل لـ"فيات الجزائرية" بداية من 22 مليونا!

كشف رئيس قسم الصيرفة الإسلامية على مستوى القرض الشعبي الجزائري سفيان مزاري عن بداية بيع سيارات فيات بالتقسيط وفق الشريعة الإسلامية، على مستوى البنك الذي يمثله، عبر ما يصطلح على تسميته بـ"مرابحة الآمر بالشراء ".
وأوضح مزاري أنه بإعلان مجمع "ستيلانتيس" رسميا عن سعر "فيات" المصنّعة في الجزائر، فإن كل زبون مُهتم مُطالب بجلب فاتورة نموذجية من المصنع لشبابيك القرض الشعبي الجزائري الإسلامية ليتم إيداع ملفه، في حين أوضح أن القسط الأوّل الإلزامي لهذه المركبات يبدأ من 22 مليون سنتيم أو 24 مليون سنتيم حسب الصنفين المصنّعين محليا المعروضين حاليا.
وقال مزاري في تصريح لـ"الشروق"، الأحد، أن القرض الشعبي الجزائري كان ينتظر بداية البيع رسميا على مستوى المصنع لتنطلق عملية التمويل للمركبات المصنّعة في الجزائر، بمجرّد الإعلان عن الأسعار وهو ما كشفت عنه فيات الجزائر بأسعار تبدأ من 217 و235 مليون سنتيم للمركبتين المصنعتين في وهران.

وقدّم القرض الشعبي الجزائري طلبية لاقتناء هذه المركبات ولا يزال ينتظر ردّ المصنع، إلا أنه باشر بالموازاة مع ذلك عملية البيع بمرابحة الآمر بالشراء، في حين شدّد المتحدث على أن آجال التسليم ترتبط بشركة فيات، التي تلتزم بتوفير السيارة وليس البنك الذي يستكمل عملية التمويل في ظرف بضعة ساعات فقط من إيداع الزبون الملف.

وعن حصيلة القرض الشعبي الجزائري إلى غاية 29 فيفري، يكشف مزاري عن ادخار يلامس 37 مليار دينار مع 53 ألفا و400 حساب بنكي و 3500 ملف تمويل معظمها تتعلّق بالتجهيزات الكهرومنزلية والعقار والمؤسسات الصغيرة والمتوسطة إضافة إلى تمويلات أخرى للخواص.

وبخصوص المنتجات التي يُرتقب أن يطلقها البنك قريبا، كشف رئيس قسم الصيرفة الإسلامية على مستوى القرض الشعبي الجزائري عن التحضير لخمسة منتجات جديدة منها تمويل للاستثمار يتعلق بمنتج الاستغلال ومنتجين آخرين للتصدير ومنتج للكفالات التي ستمنح لرجال الأعمال لتمويل مشاريعهم.

وعن تمويل سكنات "عدل" سواء السابقة والتي تم استكمال إيجارها أو تلك الجديدة المنتظرة قريبا، يؤكد ممثل القرض الشعبي الجزائري أن العملية ممكنة بالنسبة للزبائن في حال التوفّر على العقد، في حين شدّد على أن تمويل سكنات "أل بي بي" أي الترقوي العمومي مستمرة بالنسبة للزبائن الراغبين في الاستفادة من سكن بالطريقة الإسلامية أو المطابقة للشريعة، وحتى فيما يتعلّق بتحويل ملفات أولئك أصحاب التمويل الكلاسيكي إلى التمويل الإسلامي.

وشدّد المتحدّث على أن هذا العرض يلقى إقبالا واسعا من طرف الزبائن سواء تعلّق الأمر بأصحاب السكنات الترقوية العمومية الذين يريدون التحوّل إلى التمويل الإسلامي أو غيرهم من أصحاب التمويل الكلاسيكي للعقار والذين أودعوا ملفات للنزوح من التمويل الكلاسيكي إلى العروض الإسلامية.

هذا ويُرتقب أن ينخفض هامش ربح تمويل السكن إلى ما يقارب النصف، بعد صدور النصوص التنظيمية الخاصة بتخفيض الرسوم على الصيرفة الإسلامية، ويتعلق الأمر بعمليات تمويل السكنات وكافة أشكال العقار، حيث سينخفض هامش الربح، على سبيل المثال، بالقرض الشعبي الجزائري من 5.75 بالمائة إلى 3 بالمائة.

LE JOUR D'ALGÉRIE
Quotidien national d'information

E-paiement

Réunion entre les ministres des Finances et de la Poste et le Gouverneur de la BA

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, et le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki , ainsi que le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb, ont présidé une réunion consultative consacrée à l'examen du dossier du développement des moyens de paiement électronique, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère des Finances.

La réunion a permis de définir les conditions et les moyens de réussite de l'opération de paiement mobile, en intégrant toutes les banques et Algérie Poste dans ce système, a précisé la même source. Les participants à cette réunion ont examiné plusieurs propositions, dont les aspects réglementaires pour le développement des moyens de paiement électronique et l'authentification des plateformes des prestataires de services de paiement (PSP), a souligné la même source, relevant que «*cette réunion a permis de définir les conditions et les moyens permettant de garantir le succès du paiement mobile* (Switch mobile), *en intégrant toutes les banques et Algérie Poste dans ce système, ainsi que le développement du paiement instantané par téléphone*», selon la même source.

Ont participé à cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions consultatives organisées par le ministère des Finances pour trouver des solutions aux problématiques communes, le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) et son délégué général, ainsi que les directeurs généraux au ministère des Finances, les responsables de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de la monétique (SATIM), et du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique). La réunion a vu également la participation des directeurs généraux d'Algérie Poste et d'Algérie Télécom. Dans une allocution à cette occasion, le ministre des Finances a souligné l'importance de développer les outils du e-paiment, étant une des priorités du gouvernement, insistant sur le rôle du paiement électronique dans la modernisation du système bancaire, lit-on dans le communiqué.

«*Les participants ont procédé à un échange de vues, dévoilé leurs pronostiques et formulé des propositions à cette occasion*», selon la même source.

Lors des débats, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki et le Gouverneur de la BA ont eu, chacun, une intervention, en sus d'exposés exhaustifs donnés par les responsables de la SATIM et GIE Monétique, incluant des propositions pour l'amélioration de l'écosystème des outils de paiement électronique.

Un débat a eu lieu à la fin de la réunion, ayant permis d'identifier les voies et moyens en vue d'atteindre les objectifs communs dans le domaine du paiement électronique, a ajouté la même source.

«*Cette initiative traduit l'engagement collectif à la concrétisation de la transition économique dans le secteur financier en Algérie, conformément à la stratégie du gouvernement et aux orientations du président de la République*», a conclu le communiqué.

Salima K.

LE JEUNE INDEPENDANT
N° 4066 MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2011
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT

L'e-paiement au centre d'une réunion

LE DOSSIER du développement des moyens de paiement électronique a été au centre d'une réunion consultative qui a regroupé le ministre des Finances, Laaziz Faid, et le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki, ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb.

La réunion a aussi permis de définir les conditions et les moyens de réussite de l'opération de paiement mobile, en intégrant toutes les banques et Algérie Poste dans ce système, a précisé le ministère des Finances dans un communiqué.

Intervenant lors de cette réunion, le ministre des Finances a souligné l'importance de développer les outils du e-paiement, étant une des priorités du gouvernement, insistant sur le rôle du paiement électronique dans la modernisation du système bancaire. «Les participants ont procédé à un échange de vues, dévoilé leurs pronostiques et formulé des propositions à cette occasion «, a indiqué le ministère des Finances.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Karim Bibi Triki et le Gouverneur de la BA ont eu aussi à s'exprimer sur ce dossier en plus d'exposés exhaustifs donnés par les responsables de la SATIM et GIE Monétique, incluant des propositions pour l'amélioration de l'écosystème des outils de paiement électronique.

Le débat qui a eu lieu à la fin de la réunion a permis d'identifier les voies et moyens en vue d'atteindre les objectifs communs dans le domaine du paiement électronique, selon le ministère des Finances, notant que les participants à cette réunion ont examiné plusieurs propositions, dont les aspects réglementaires pour le développement des moyens de paiement électronique et l'authentification des plateformes des prestataires de services de paiement (PSP).

Cette réunion a permis de définir les conditions et les moyens permettant de garantir le succès du paiement mobile (Switch mobile), en intégrant toutes les banques et Algérie Poste dans ce système, ainsi que le développement du paiement instantané par téléphone, a-t-on expliqué. Le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) et son délégué général, ainsi que les directeurs généraux au ministère des Finances, les responsables de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de la monétique (SATIM), et du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), ont participé à cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions consultatives organisées par le ministère des Finances pour trouver des solutions aux problématiques communes. La réunion a vu également la participation des directeurs généraux d'Algérie Poste et d'Algérie Télécom.

«Cette initiative traduit l'engagement collectif à la concrétisation de la transition économique dans le secteur financier en Algérie, conformément à la stratégie du gouvernement et aux orientations du président de la République «, a précisé le ministère des Finances.

S. N.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Réunion consultative

Faid souligne l'importance de développer les outils du e-paiement

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a souligné l'importance de développer les outils du e-paiment, étant une des priorités du Gouvernement, insistant sur le rôle du paiement électronique dans la modernisation du système bancaire, a-t-on indiqué dans un communiqué rendu public par le son département ministériel.

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé récemment, une campagne nationale de sensibilisation et d'information sur le commerce et le paiement électroniques. (Photo : D.R)

C'est en marge d'une réunion consultative qu'il a co-présidée, avec le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb, consacrée à l'examen du dossier du développement des moyens de paiement électronique, que le ministre des Finances a fait cette déclaration.

La réunion a permis de définir les conditions et les moyens de réussite de l'opération de paiement mobile, en intégrant toutes les banques et Algérie Poste dans ce système, a précise la même source. Les participants à cette réunion ont examiné plusieurs propositions, dont les aspects réglementaires pour le développement des moyens de paiement électronique et l'authentification des plate-formes des prestataires de services de paiement (PSP), a souligné la même source, relevant que cette réunion a permis de définir les conditions et les moyens permettant de garantir le succès du paiement mobile (Switch mobile), en intégrant «toutes les banques et Algérie Poste dans ce système, ainsi que le développement du paiement instantané par téléphone», selon la même source.

Ont participé à cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions consultatives organisées par le ministère des Finances pour trouver des solutions aux problématiques communes, le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) et son délégué général, ainsi que les directeurs généraux au ministère des Finances, les responsables de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de la monétique (SATIM), et du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique). La réunion a vu également la participation des directeurs généraux d'Algérie Poste et d'Algérie Télécom.

«Les participants ont procédé à un échange de vues, dévoilé leurs pronostiques et formulé des propositions à cette occasion», selon la même source.

Lors des débats, le ministre de la Poste et des Télécommunications et le Gouverneur de la BA ont eu, chacun, une intervention, en sus d'exposés exhaustifs donnés par les responsables de la SATIM et GIE Monétique, incluant des propositions pour l'amélioration de l'écosystème des outils de paiement électronique. Un débat a eu lieu à la fin de la réunion ayant permis d'identifier les voies et moyens en vue d'atteindre les objectifs communs dans le domaine du paiement électronique, a ajouté la même source.

«Cette initiative traduit l'engagement collectif à la concrétisation de la transition économique dans le secteur financier en Algérie, conformément à la stratégie du Gouvernement et aux orientations du président de la République», a conclu le communiqué.

Il est à rappeler que le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé récemment, une campagne nationale de sensibilisation et d'information sur le commerce et le paiement électroniques. Cette campagne qui s'est étalée jusqu'au 7 mars a pour objectif «d'encourager les commerçants et les citoyens à utiliser les moyens de paiement électronique disponibles, les familiariser avec les concepts et les règles du commerce électronique et les inciter à l'utiliser dans son cadre juridique». Il s'agit également de «fournir des conseils et des recommandations pour sensibiliser les citoyens aux risques potentiels liés aux achats en ligne et éviter de tomber victimes de pratiques commerciales frauduleuses». La campagne a été menée en collaboration avec les acteurs concernés, à savoir l'Observatoire national de la société civile, le Haut conseil de la jeunesse, les ministères des Finances, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Commerce et de la Promotion des exportations, le Commandement de la Gendarmerie nationale, la Direction générale de la Sûreté nationale, la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM), le Groupement interbancaire monétique (GIM), les Banques, Algérie Poste, Algérie Télécom et les opérateurs de téléphonie mobile.

Djamila Sai

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

L'AI dans les services des banques et d'assurances

Un catalyseur de modernisation, selon les experts

L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) jouera un rôle positif dans la modernisation du secteur financier en Algérie à travers l'amélioration de la gestion des risques mais aussi des services aux clients des banques et des compagnies d'assurances, ont affirmé avant-hier les participants à une journée d'étude organisée par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (IFIDAS), sous le thème : «L'Intelligence Artificielle: un Catalyseur de modernisation du secteur financier algérien».

A l'occasion, le directeur général de Macir Vie, Hakim Soufi, a indiqué que «l'IA permet d'aller beaucoup plus vite et de générer du prédictif», ce qui permettra de réduire les risques, soulignant que cette technologie ajoutera 16.000 milliards de dollars à l'économie mondiale d'ici 2030.

Poursuivant dans ce sens, le directeur général d'Algeria FinLab, Abdelkader Khennoussi, a avancé que l'IA permettra, en parallèle de la génération de ce montant, «une réduction de 30% des risques opérationnels et 30% du coût du risque, ce qui rapportera des revenus supplémentaires aux institutions financières».

Pour sa part, l'expert international et chef de projets en implémentation de systèmes d'information en banques et assurances, Abderazak Haddad, a affirmé que l'IA a apporté «énormément de progrès pour améliorer les résultats en gestion des projets», ajoutant que «l'Algérie possède les compétences et pourra bénéficier des expériences des autres pays et gagner des étapes pour accéder aux avantages de l'IA dans le domaine financier».

De son côté, l'experte en transformation digitale, Latifa Barbara, a expliqué que l'IA permet d'améliorer la décision à travers l'analyse des données, que l'humain n'est pas en mesure de traiter aussi rapidement au vu de leurs quantités importantes.

Intervenant au cours de cette journée, l'expert juridique international, Moundji Maoui, a rassuré que l'IA n'était pas en mesure d'accéder à des données auxquelles elle n'a pas été autorisée, estimant que «ce n'est qu'un instrument qui peut être contrôlé».

Le président d'honneur de l'IFIDAS et président de l'Union algérienne des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia, a énuméré, pour sa part, les bénéfices qu'apportera l'IA au domaine des assurances citant, notamment, une meilleure connaissance de la clientèle, une meilleure présentation des produits, prestations et services pouvant être offert à un plus grand nombre de clients, tout en permettant de mieux anticiper et évaluer les risques.

Concernant, l'apport de l'IA dans la modernisation du secteur bancaire, M. Mustapha Zerouali, expert formateur en banques, a assuré que l'IA allait apporter énormément de choses pour la résolution de toutes les problématiques dont souffre le secteur bancaire en Algérie.

Cet événement qui a réuni, également, les acteurs de l'écosystème financier algérien «a permis de relever les opportunités offertes par l'IA dans les domaines de la gestion des risques, l'analyse prédictive, la sécurité financière et la personnalisation des services», a résumé le président de l'IFIDAS, Ahmed Haftari, qui a souligné que son association espère, à travers l'organisation de telles rencontres, être «une force de proposition qui collabore à façonner l'avenir financier du pays».

Manel Z.

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

LA BANQUE D'ALGÉRIE APPELLE LES BANQUES À DAVANTAGE DE SOLUTIONS INNOVANTES

«Le niveau de l'inclusion bancaire reste insuffisant»

● La rencontre des directeurs de banques, portant sur le développement des produits et services bancaires pour une meilleure inclusion financière, concernait les actions entreprises en vue de capter l'argent en dehors de la sphère légale, notamment la fintech proposant différentes solutions numériques pour la bancarisation.

Le niveau de l'inclusion bancaire *«reste insuffisant au regard du potentiel du marché algérien et de la nécessité de capter les transactions dans la sphère formelle, dont la majeure partie s'effectue en monnaie fiduciaire»*, indique un communiqué de la Banque d'Algérie (BA) sanctionnant une réunion trimestrielle ayant regroupé le gouverneur de la BA, Salah Eddine Taleb, avec les directeurs de banques et établissements financiers. Dans sa note de conjoncture relative aux tendances monétaires et financières de l'économie algérienne, la BA faisait état de la hausse de la circulation fiduciaire hors circuit bancaire avec une croissance durant les neuf premiers mois de l'année dernière de 8,6% par rapport à la même période de l'année précédente, et avec un montant de 8026,19 milliards de dinars contre 7392,8 milliards à la fin décembre 2022. Le niveau de l'argent circulant hors circuit bancaire ne cesse d'augmenter malgré les mécanismes encourageant la numérisation et la finance islamique. Le volume des dépôts de la finance islamique depuis 2020 a atteint 800 milliards de dinars, ce qui est faible par rapport au montant de l'argent de l'informel.

PHOTO : D.R.

Le niveau de l'argent circulant hors circuit bancaire ne cesse d'augmenter

La rencontre des directeurs de banques, portant sur le développement des produits et services bancaires pour une meilleure inclusion financière, concernait les actions entreprises en vue de capter l'argent en dehors de la sphère légale, notamment la fintech proposant différentes solutions numériques pour la bancarisation. *«Il est à noter que les banques disposent d'une gamme de produits et services variés adossés à de nouvelles technologies qui favorisent grandement l'inclusion bancaire»*, souligne le communiqué de la BA, en remarquant une *«tendance favorable au titre des volumes des transactions de paiement par carte traitées par le système ATCI»*. Ce dernier enregistre une hausse de 56,5% entre 2022 et 2023, alors que le volume des paiements sur TPE a évolué de 54,6% et les volumes des transactions par internet de 100,2% sur la même période. Toutefois, ces volumes demeurent faibles par rapport au potentiel du marché algérien, estime la BA, qui *«œuvre à l'encouragement de l'innovation et de la transition numérique de l'économie ainsi qu'à la mise en œuvre de la loi monétaire et bancaire, qui a institué l'ancrage légal nécessaire pour soutenir l'essor de la vision d'innovation et de développement de solutions adaptées aux besoins des consommateurs des services financiers, chacun selon ses spécificités»*, indique le même communiqué de la BA. Le gouverneur a appelé les responsables des banques et établissements financiers à *«davantage d'investissement dans le développement de solutions innovantes à même d'augmenter la qualité des services bancaires, faciliter l'expérience client et drainer davantage de ressources»*. Ceci en assurant de l'accompagnement de la BA pour la *«mise sur le marché d'offres de produits et services innovants, en accordant des autorisations nécessaires conformément au règlement n°2020-01 du 15 mars 2020 fixant les règles générales»*.

Nadjia Bouaricha

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

MODERNISATION BANCAIRE ET DU SYSTÈME FINANCIER

L'IA au menu de l'expertise algérienne

Quel serait l'apport de l'intelligence artificielle (IA) pour le système financier algérien ? Cette question a été au centre d'intérêt des experts bancaires et financiers lors des débats organisés à l'occasion d'une journée d'étude sur le thème «L'Intelligence artificielle : un catalyseur de modernisation du secteur financier algérien», organisée par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (Ifidas), a rapporté samedi l'APS. Selon cette dernière, le directeur général de Macir Vie, Hakim Soufi, a indiqué que *«l'IA permet d'aller beaucoup plus vite et de générer du prédictif»*, ce qui permettra de réduire les risques, soulignant que cette technologie ajoutera 16 000 milliards de dollars à l'économie mondiale d'ici 2030.

Abondant sans le même sens, le directeur général d'Algeria FinLab, Abdelkader Khennoussi, a avancé que l'IA permettra *«une réduction de 30% des risques opérationnels et 30% du coût du risque, ce qui rapportera des revenus supplémentaires aux institutions financières»*. Pour sa part, l'expert international et chef de projets en implémentation de systèmes d'information en banques et assurances Abderazak Haddad a, selon la même source, affirmé que l'IA a apporté *«énormément de progrès pour améliorer les résultats en gestion des projets»*, ajoutant que *«l'Algérie possède les compétences et pourra bénéficier des expériences des autres pays et gagner des étapes pour accéder aux avantages de l'IA dans le domaine financier»*.

Le président d'honneur de l'Ifidas et président de l'Union algérienne des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia, a, lui, énuméré les bénéfices qu'apportera l'IA au domaine des assurances citant, notamment, une meilleure connaissance de la clientèle, une meilleure présentation des produits, prestations et services pouvant être offerts à un plus grand nombre de clients, tout en permettant de mieux anticiper et évaluer les risques.

«RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE»

Le Fonds monétaire international (FMI) s'est longuement interrogé récemment sur l'impact que peut avoir l'IA sur l'économie mondiale. *«Nous sommes sur le point de vivre une révolution technologique susceptible de stimuler la productivité, de donner un coup de fouet à la croissance mondiale et d'élever les revenus dans le monde entier. Cependant, elle risque aussi de remplacer des emplois et de creuser les inégalités»*, avait-on considéré. Si en effet le Fonds conçoit que l'essor rapide de l'intelligence artificielle fascine le monde, il n'en demeure pas moins qu'elle suscite surtout *«un mélange d'enthousiasme et d'anxiété»*. Selon le FMI, de nombreuses études ont annoncé la probabilité de voir des emplois être remplacés par l'intelligence artificielle même si *«dans de nombreux cas, l'IA devrait être un complément du travail humain»*. En revanche, l'exposition à l'IA devrait s'établir à 40% dans les pays émergents et à 26% dans les pays à faible revenu. Les conclusions de cette institution financière laissent entendre que l'IA donnera lieu à *«moins de bouleversements immédiats dans les pays émergents et les pays en développement»*. Nombre de ces pays, selon le FMI, ne disposent ni de l'infrastructure ni de la main-d'œuvre qualifiée pour tirer parti des bienfaits de l'IA, ce qui accentue le risque de voir la technologie aggraver les inégalités entre les pays au fil du temps.

A. Benyahia

Le Soir
D'ALGERIE

PERTURBATIONS DANS LA DISTRIBUTION DES MÉDICAMENTS

Les mesures fermes de l'État

Aucune perturbation dans la distribution des médicaments au niveau des établissements hospitaliers ne sera tolérée. Le président de la République a insisté, hier dimanche, sur la nécessité de mettre en place un mode de gestion au niveau de la Pharmacie centrale, permettant d'éviter toute perturbation, notamment en ce qui concerne les médicaments destinés au traitement du cancer. Au cours du Conseil des ministres, il a également été question d'indemniser les agriculteurs ayant subi des dégâts. Une prime de 50 000 dinars leur sera octroyée.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Tolérance zéro pour les perturbations dans le circuit de distribution des médicaments au niveau des établissements hospitaliers publics. Le président de la République a, au cours d'un Conseil des ministres tenu hier, donné des instructions afin de procéder à la modernisation et la révision du mode de gestion de la Pharmacie centrale.

Abdelmadjid Tebboune a plaidé pour la mise en place d'un système de veille permettant d'éviter toute perturbation dans la disponibilité des médicaments, notamment les anticancéreux, et il a également demandé à ce que la plus grande fermeté soit de mise avec l'ensemble des opérateurs qui alimentent le marché et qui sont tenus de tenir leurs engagements.

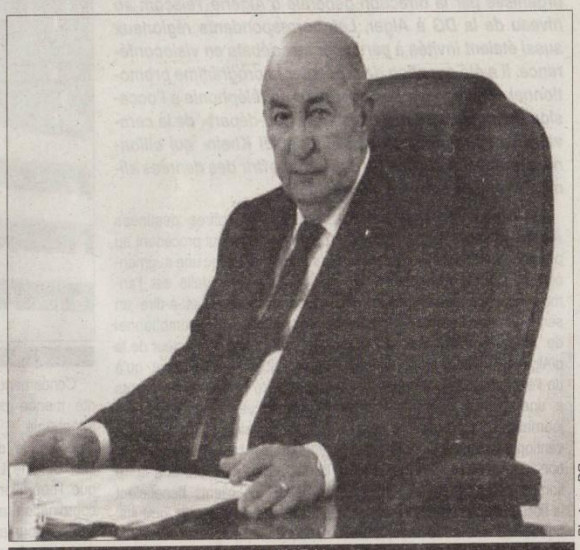
Un plan bien détaillé et avec une vision proactive doit être mis en place pour prendre toutes les dispositions possibles pour faire face à toute éventuelle perturbation.

Tolérance zéro pour les perturbations dans le circuit de distribution des médicaments au niveau des établissements hospitaliers publics.

Au cours de ce même Conseil des ministres, le président de la République a pris la décision d'octroyer une prime de 50 000 dinars au profit des agriculteurs ayant subi des dégâts suite aux dernières inondations qui avaient touché sept wilayas.

Il a également demandé à ce que la plus grande fermeté soit de mise avec l'ensemble des opérateurs qui alimentent le marché.

Ladite prime devra être octroyée dans un délai n'excédant pas une semaine. La Caisse nationale de mutualité agricole prendra, quant à elle, en charge le volet des indemnisations.



Photos : DR

Abdelmadjid Tebboune.

Au sujet de la numérisation, un rapport d'étape a été présenté en Conseil des ministres et suite auquel le président de la République a demandé la poursuite de la présentation de rapports périodiques.

Enfin, il a été question de grands projets dans le domaine minier et pour lequel le président de la République a donné des instructions afin que leurs délais de réalisation soient respectés. Le gouvernement est appelé à coordonner ses efforts afin de suivre ces projets et lever les obstacles rencontrés.

Un Conseil des ministres sera, quant à lui, ultérieurement consacré au dossier des nouvelles villes.

N. I.

Le Soir
D'ALGERIE

AMÉLIORATION DES SERVICES BANCAIRES

La Banque d'Algérie appelle à développer des solutions innovantes

Le volume des transactions de paiement par carte bancaire a enregistré une évolution de 56,5% entre 2022 et 2023, celui des paiements sur TPE a progressé de 54,6% et les transactions par internet ont quant à elles évolué de 100,2% sur la même période. Des chiffres annoncés par la Banque d'Algérie après la réunion trimestrielle présidée, en fin de semaine dernière, par son gouverneur.

Une réunion trimestrielle avec les banques et les établissements financiers qui a abordé comme sujet central «Le développement des produits et services bancaires pour une meilleure inclusion financière», annonce la Banque d'Algérie (BoA) dans un communiqué. Un thème qui entre dans la quête de l'institution monétaire et financière d'encourager l'innovation et la transition numérique de l'économie ainsi qu'à la mise en œuvre de la loi monétaire et bancaire. «Ainsi, la Banque d'Algérie a entamé la démarche d'édification progressive du cadre normatif opérationnel en tenant compte des aspects fondamentaux de sécurité et de gestion des risques en la matière», affirme la banque des banques dans son communiqué sanctionnant la réunion trimestrielle, tout en assurant qu'elle accompagne les banques de la place pour la mise sur le marché d'offres de produits et services innovants.

Tout en informant que les banques activant en Algérie disposent d'une gamme de produits et services variés adossés à de nouvelles technologies qui favorisent grandement l'inclusion bancaire, la Banque d'Algérie salue la tendance très favorable enregistrée dans les transactions de paiement par carte traitées par le système ATCI, qui enregistrent une évolution de 56,5% entre 2022 et 2023, le volume des paiements sur TPE qui a évolué de 54,6% et les volumes des transactions par internet qui ont progressé de 100,2% sur la même période. Toutefois, selon la BoA, il n'y a pas de quoi pavoiser outre mesure, parce que «en termes de niveau, l'évolution reste insuffisante au regard du potentiel du marché algérien et de la nécessité de capter les transactions dans la sphère formelle, dont la majeure partie s'effectue en monnaie fiduciaire». Ce pourquoi le gouverneur, nous apprend la BoA, a appelé les banques et établissements financiers de la place à davantage d'investissement dans le développement de solutions innovantes à même d'augmenter la qualité des services bancaires, faciliter l'expérience client et drainer davantage de ressources.

Azedine M.

الشعب
يومية وطنية اخبارية تأسست في 11 ديسمبر 1962

ارتفاع الأجور واستقرار الأسعار

أولى ثمار التحضير المبكّر لأسواق رمضان

قبيل بدء شهر رمضان، اتّخذت الجزائر سلسلة من التدابير الوقائية لمواجهة التضخم المتزايد والذي ضرب كل دول العالم منذ جائحة كورونا، حيث يشهد هذا الشهر زيادة في الطلب على السلع الأساسية واسعة الاستهلاك ممّا يؤدي في بعض الأحيان الى ارتفاع الأسعار.

علي مجالدي

تضمّنت هذه التدابير جهوداً مكثفة لمراقبة وضبط الأسواق وردع المضاربين، بالإضافة إلى توفير السلع ذات الطلب المتزايد خلال شهر رمضان، إلى جانب اتخاذ قرارات اقتصادية مهمة موجهة لتخفيف العبء عن المواطنين ودعمهم في مواجهة ارتفاع تكاليف المعيشة، بما في ذلك قرارات رفع الأجور الأخيرة مع بداية العام 2024 والتي مسّت أكثر من 2 مليون موظف في مختلف القطاعات وكذلك مئات الآلاف من المتقاعدين.

وفي عام 2023، سجّلت الجزائر نمواً اقتصادياً بلغت نسبته 4.2 ٪، وسجل الميزان التجاري فائضاً بلغ 14.4 مليار دولار. وبلغت احتياطيات النقد الأجنبي للبلاد أكثر من 73 مليار دولار، مقارنة بـ 61 مليار دولار في نهاية عام 2022، ممّا يعكس ارتفاعاً ملحوظاً وتحول معظم الإشارات الحمراء الى خضراء بالرغم من أن السياق الدولي ما زال يشهد حالة من عدم الاستقرار نتيجة الأزمة الأوكرانية والارتفاع في أسعار العديد المواد الاساسية لاسيما الغذائية منها. وتستهدف الجزائر تحقيق نمو اقتصادي 4.4 بالمئة في 2024 و4.6 بالمئة في 2025.

استقرار متوازن ونسبي

يشير العديد من الخبراء الاقتصاديين، إلى أنّ الوضع الاقتصادي في الجزائر سيظل مستقرًا على الأمدين القريب والمتوسط على الرغم من الظروف الحالية التي يشهدها العالم، خاصة بعد الأزمة الناجمة عن جائحة "كوفيد-19" والتوترات في أماكن مختلفة من العالم. ووصل مستوى التضخم في العديد من دول العالم إلى مستويات قياسية غير مسبوقة، مثلما حدث في تركيا حيث وصل إلى 80 في المئة، بالإضافة إلى المستويات المرتفعة في كل من أوروبا وأمريكا، وتسعى الجزائر خلال شهر رمضان الحالي إلى تكثيف المراقبة وتوفير السلع عالية الاستهلاك لتجنب أي أوضاع غير مرغوب فيها متعلقة بنقص المعروض، واللجوء الى الاستيراد إن اقتضت الضرورة لضمان استقرار السوق خاصة في شعبة اللحوم الحمراء، والتي يزيد الإقبال عليها في شهر رمضان بشكل كبير.

ترشيد الاستهلاك أمر ضروري

بالنسبة لتوافر السلع الأساسية التي يرتفع الطلب عليها خلال شهر رمضان، يرى الخبير الاقتصادي مصطفى بوحاتم في تصريح لـ "الشعب"، أنّه من المتوقع أن تظل هذه السلع متاحة كالمعتاد خاصة وأنّ 80٪ من الاستهلاك الغذائي للجزائريين انتاج محلي، ولكن قد تشهد الأسعار ارتفاعاً بسيطاً بسبب الطلب المتزايد خلال هذا الشهر، وهو أمر عادي يحدث في كل الأسواق. ويؤكّد بوحاتم أيضاً على أهمية ترشيد الاستهلاك من قبل المواطنين، حيث يمكن أن يكون الطلب المفرط وغير الضروري سبباً في زيادة الأسعار. لذلك، يجب على الجميع السعي للتوازن في استهلاكهم وتقليل الهدر، حيث يساهم ذلك في الحفاظ على استقرار الأسعار وتوفير السلع للجميع بأسعار معقولة.

آفاق واعدة للاقتصاد الوطني في الأمد القريب

توقّع البنك الإفريقي للتنمية في آخر تقرير له نمو اقتصاد الجزائر بنسبة 4.2 في المئة خلال العام الحالي، وهو توقّع يتماشى مع توقعات سابقة لصندوق النقد الدولي. وقد أكّدت هذه التوقعات أن آفاق الاقتصاد الجزائري في القصير الأجل "إيجابية بشكل عام"، ويتميز بنمو قوي وتضخم أكثر اعتدالا خلال عام 2024.

ويُشير التّوقع العام إلى أنّ رمضان 2024 سيمر في ظروف جيدة من عدة نواحي لاسيما وأن جميع المؤشرات الاقتصادية في الجزائر تفاؤلية، لاسيما مع التحسن الطفيف في الأجور وتراجع معدلات التضخم، والمراقبة الصارمة للسلع الاساسية لتفادي المضاربة.